



La Lettre du CÉAS

« Collecter la documentation. Être à l'écoute des besoins. Agir pour l'information, la formation et les études. Susciter une nouvelle citoyenneté » (projet associatif).

Vote d'extrême droite, abstentionnisme, démocratie participative... en Mayenne



Élection présidentielle de 2012 : record pour l'extrême droite : 26 930 Mayennais ont voté pour le FN (14,8 %) **2**

L'abstention : paresse citoyenne... ou « forme alternative de participation politique » **11**

De l'intérêt individuel à des approches plus collectives : les Assemblées de quartier en fleuron lavallois. **14**

Dossier politique réalisé avec le concours de **Guillaume Letourneur**, étudiant de troisième année à Sciences Po Rennes, en stage au CÉAS du 7 juin au 20 juillet 2012.



Vote d'extrême droite

Élection présidentielle de 2012 : record pour l'extrême droite 26 930 Mayennais ont voté pour le Front National (14,8 %)

Le Front National (FN) a multiplié par deux son score électoral lors du dernier scrutin présidentiel en Mayenne en comparaison avec celui de 2007. On peut s'en inquiéter, le vote d'extrême droite étant souvent présenté comme une menace pour la démocratie. Entre autres, on peut se demander comment se répartit géographiquement le vote FN en Mayenne ? Y a-t-il un terreau qui favorise l'implantation de ce parti d'extrême droite ? Le vote FN est-il homogène en France et revêt-il des spécificités en Mayenne ? À l'aune des derniers résultats électoraux, nous allons tenter d'apporter un éclairage pour mieux connaître les motivations du vote FN dans le département.



Le FN a été fondé le 5 octobre 1972 avec pour objectif la participation aux élections législatives de 1973. Autour de Jean-Marie Le Pen, se sont agrégés plusieurs groupuscules d'extrême droite à l'instar du mouvement Ordre Nouveau. Dès l'origine, le parti s'est emparé du thème de l'immigration dans le but de le transformer en un problème politique. Par opportunisme, le FN a cherché à créer une offre politique nouvelle pour se placer au centre de l'attention politique et médiatique ⁽¹⁾. Sa philosophie doctrinale est large. Il n'existe pas « une idéologie mais plutôt des idéologies frontistes : anticommunisme, monarchisme, néofascisme, solidarisme, néodroitisme, catholicisme traditionaliste, maurrassisme, nationalisme, poujadisme, gaullisme, etc., sont en effet autant de courants dont les membres du FN sont susceptibles de se revendiquer, formant au final un agrégat doctrinal pour le moins hétérogène » ⁽²⁾.

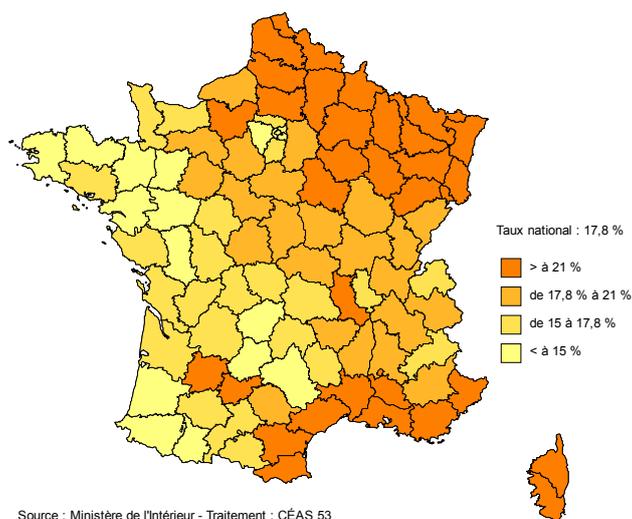
Lors du scrutin européen du 17 juin 1984, le FN a connu un décollage électoral en recueillant 11 % des suffrages exprimés. Dans les années 1990, le parti frontiste est parvenu à s'implanter aussi au niveau local avec la conquête de villes comme Toulon, Marignane, Orange ou Vitrolles. Jean-Marie Le Pen a créé la surprise à l'élection présidentielle de 2002 en se hissant au deuxième tour et en devançant le candidat du Parti Socialiste, Lionel Jospin.

Dès le succès électoral de 1984, on dresse une carte des votes en faveur du FN. Le démographe Hervé Le Bras relève deux espaces géographiques d'implantation du FN : « Les départements méditerranéens [et à l'est d'une ligne qui va] de la Normandie, et même du Pas-de-Calais, jusqu'au

sud du Massif central » ⁽³⁾. Selon lui, le constat est simple, le vote FN fonctionne à partir d'un « réflexe élémentaire de xénophobie ». De fait, le démographe et anthropologue Emmanuel Todd montre que le vote FN « se localise cartographiquement dans ce qui correspond à la carte de l'immigration » ⁽⁴⁾. Les derniers résultats électoraux de mai 2012 confirment cette géographie électorale du FN (carte 1).

Pour Emmanuel Todd, dès ses premières analyses, l'émergence du FN est « l'effet d'une décomposition sociale temporaire, le Front National est vraisemblablement un phénomène de transition » lié, d'une part, à la décomposition du monde ouvrier et, d'autre part, au déclin du catholicisme en France. « Il est soutenu par des groupes sociaux en voie de disparition, dont il représente

Carte 1 – Votes Le Pen par département au premier tour des élections présidentielles de 2012



⁽¹⁾ – Jacques Le Bohec, *Sociologie du phénomène Le Pen*, La Découverte, 2005.

⁽²⁾ – Alexandre Dézé, « Chapitre 7 - Le Front National comme " entreprise doctrinale " », in Florence Haegel, *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po (« Références »), 2007.

⁽³⁾ – Hervé Le Bras, *Les Trois France*, Éditions Odile Jacob, 1986.

⁽⁴⁾ – Emmanuel Todd, *La Nouvelle France*, Éditions Seuil, 1988.

d'une certaine façon les derniers soubresauts idéologiques ». Emmanuel Todd faisait le diagnostic d'une « *anomie idéologique* » dans une société où le vote FN traduisait la recherche de nouveaux thèmes conflictuels pour organiser la vie politique. En 1988, Emmanuel Todd présentait alors le FN comme la conséquence politique d'un processus transitoire qui pénétrait la société française. Pourtant, quarante ans après la formation du parti politique, nous ne pouvons faire d'autres constats que l'installation du parti de Jean-Marie Le Pen sur le devant de la scène politique nationale et un vote protestataire devenu « *vote d'adhésion* »⁽⁵⁾.

Le FN en Mayenne : évolutions et localisation

Depuis les travaux pionniers d'André Siegfried⁽⁶⁾ en matière de géographie électorale, on sait que la Mayenne s'enracine dans une tradition politique de droite catholique, plutôt réticente à donner ses voix à l'extrême droite. Les derniers résultats électoraux confirment cette tendance (carte 1). Le FN réalise toujours des scores inférieurs à sa moyenne nationale dans le département et dans l'Ouest de la France avec toutefois des disparités importantes en fonction de l'élection. « *Voter pour le même parti peut prendre des significations différentes selon les candidats qui le représentent et selon le contexte politique. Et voter pour tel ou tel candidat surtout dans le contexte personnalisé du scrutin présidentiel ne s'assimile pas nécessairement à un vote pour leur parti.* »⁽⁷⁾ La supériorité du vote FN lors des élections présidentielles (graphique 1) indique qu'en Mayenne, le score du FN est lié, en partie, à la personnalité de ses candidats, les « Le Pen ».

Entre 2007 et 2010, on observe une perte électorale du FN sur quatre élections. Il serait intéressant de mener une analyse de la mobilité électorale lors de ces différents scrutins. On peut néanmoins émettre l'hypothèse d'un transfert des votes du FN vers l'UMP et la droite incarnée par Nicolas Sarkozy, puis d'un retour « *déçu* » vers le FN en 2012. Ainsi, sur le plan local comme au niveau national, 2012 a été marquée par la progression électorale du FN. En Mayenne, Marine Le Pen a multiplié par deux le score qu'avait réalisé son père en 2007 au premier tour de l'élection présidentielle. Le score du FN est ainsi passé de 7,56 % des suffrages

exprimés à 14,77 %. Ce score correspond à un accroissement d'environ 12 700 voix pour le FN dans le département. De plus, Marine Le Pen est arrivée en tête dans quatre communes, et deuxième dans cinquante-quatre autres.

Au premier tour des élections législatives de juin 2012, en moyenne dans les trois circonscriptions du département, les candidats frontistes ont multiplié par quatre les résultats électoraux du FN par rapport aux précédentes élections.

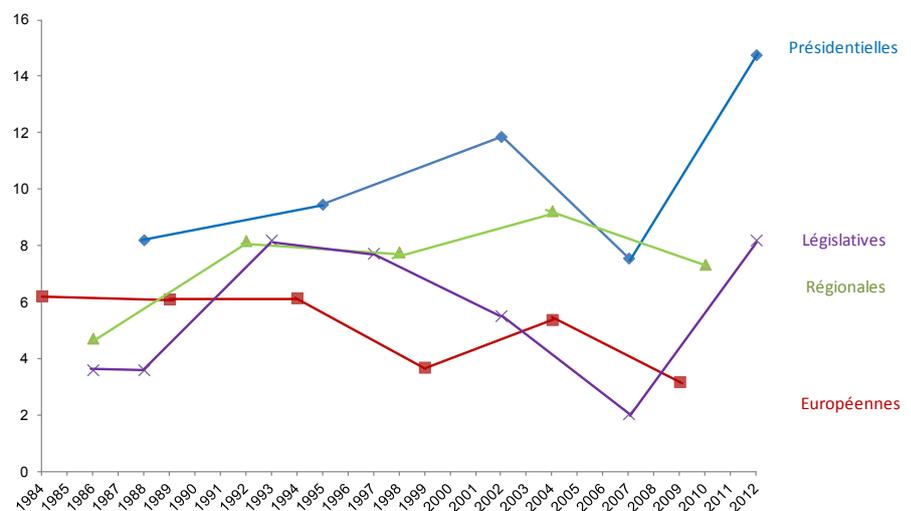
De toute évidence, le vote FN traduit une vraie défiance envers les représentants de l'État, les pouvoirs publics et la classe politique, souvent désignés sous le terme de « *UMPS* » par les dirigeants. Comme l'écrivait déjà Emmanuel Todd en 1988, « *le vote d'extrême droite est aussi un vote contre la gauche, qui n'arrive cependant plus à s'identifier aux droites traditionnelles* ». L'élection présidentielle de 2012 semble confirmer l'idée selon laquelle le vote FN serait un vote « *sanction* », particulièrement contre Nicolas Sarkozy, candidat de la droite traditionnelle et président sortant.

Avec Georges Macé, histoire et géographie éclairent l'actualité

Mais comment se caractérise le vote FN dans le département ? Sur un plan géographique, le FN réalise ses scores électoraux les plus élevés dans l'Est de la Mayenne. Cependant, on note quelques « *îlots FN* » aux abords de l'Ille-et-Vilaine et dans



Graphique 1 – Pourcentage des voix pour le Front National aux différentes élections sur le nombre de suffrages exprimés, en Mayenne



Pour les élections présidentielles, législatives et régionales, il s'agit des résultats du premier tour. Pour les élections législatives, il s'agit d'une moyenne départementale des trois circonscriptions.

Source : Ministère de l'Intérieur

⁽⁵⁾ – Virginie Martin et Pierre Lénéel, « Les votes FN expriment un trouble de civilisation », *Le Monde* du 14 juin 2012.

⁽⁶⁾ – André Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest*, Imprimerie Nationale Éditions, 1913.

⁽⁷⁾ – Nonna Mayer, Daniel Boy, Marc Swyngedouw, « Mesure de la volatilité électorale en France (1993-1997) », *Revue française de science politique*, n° 3, 2000.

le nord du département (cartes 2 et 3). Sur le plan historique, y a-t-il des caractéristiques spécifiques de ces espaces géographiques ?

Les clivages politiques en Mayenne prennent leurs racines dans une histoire longue. On retrouve ainsi des tendances générales qui se reproduisent au fil des décennies. Dans sa thèse monumentale sur la



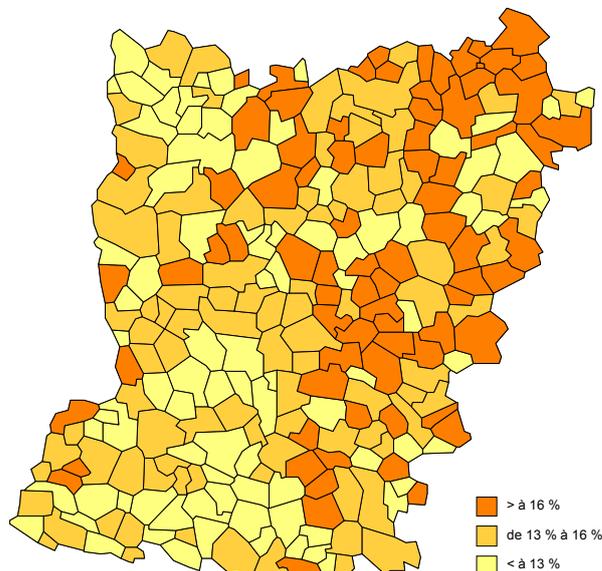
Mayenne, *Un département rural de l'Ouest – La Mayenne*, le géographe Georges Macé met en avant des espaces historiquement dominés. « *La révolution agricole n'a pas marqué uniformément le département. La Mayenne juxtapose vers 1860 des espaces transformés par les nouveautés (Sud) et des zones léthargiques à peine touchées par les techniques nouvelles (Nord)* ».

Le développement économique est contrarié dans certains territoires par les structures des exploitations agricoles (petites et morcelées) ou l'absence de ressources naturelles. « *Contrastes et nuances permettent déjà de découper très grossièrement l'espace mayennais en régions dont les noyaux sinon les limites subsistent jusque dans la deuxième moitié du XX^e siècle... En définitive, aux régions en mouvement du Sud et du Nord-Ouest, se juxtaposent des zones d'inertie ; l'Ouest du Bassin de Laval et surtout l'Erve et le Nord-Est* ». Plus tard, « *de 1955 à 1980, l'agriculture est passée d'une période de lentes modifications à un stade de transformations rapides, d'accélération des changements et de ruptures* ». Toutefois, Georges Macé explique que les héritages économiques et sociaux du XIX^e siècle sont toujours prégnants. Dans les années cinquante, s'impose l'idée selon

laquelle la Mayenne doit s'industrialiser. L'industrialisation et la rénovation rurale favorisée à l'Ouest du département vont concrétiser la domination des villes sur le monde rural. Il note l'« *accentuation des déséquilibres spatiaux et des oppositions avec, d'une part le renforcement des villes et des bourgs, la création d'une auréole de croissance péri-urbaine autour de Laval, et de l'autre des zones rurales affaiblies par le départ des hommes* ».

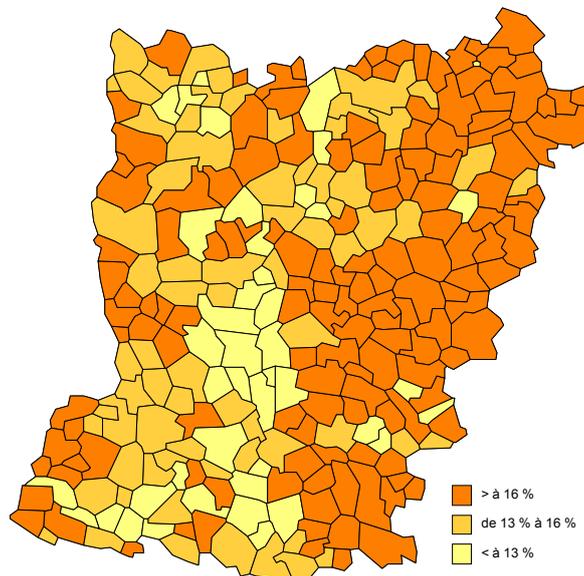
Ces évolutions économiques, sociales et démographiques ont transformé le paysage politique dans le département. Entre l'élection présidentielle de 1965 et celle de 1981, Georges Macé met en avant « *un bouleversement de la géographie électorale* ». En 1965, la Mayenne était conservatrice au Sud, vers l'Anjou et à l'Ouest, côté Ille-et-Vilaine. Elle était moins fermée à la gauche et à François Mitterrand à l'Est et particulièrement dans l'Erve et dans l'extrême Nord-Est vers Villaines-la-Juhel, Pré-en-Pail, où l'on observait dès le XIX^e siècle des votes anti-conservateurs. Le facteur religieux est très significatif. L'implantation des espaces « laïcs » renvoie à la prédominance de certaines forces politiques. Ainsi, « *il faut aussi remarquer dans l'Erve et le Nord-Est le petit nombre, pour ne pas dire l'absence de militants de la JAC (Jeunesse agricole chrétienne), en même temps qu'un enseignement libre très discrètement présent et une pratique religieuse moins ferme qu'ailleurs* ». Or, la JAC a été un facteur de modernisation agricole. « *La relation entre le vote politique et la pratique religieuse paraissait assez étroite* ». Historiquement, dans le département, il s'établit une relation entre implantation religieuse, développement économique et vote.

Carte 2 – Pourcentage des voix pour l'extrême droite (FN et MNR) au premier tour des élections présidentielles de 2002, en Mayenne, par commune



Source : Ministère de l'Intérieur - Traitement : CÉAS 53

Carte 3 – Pourcentage des voix pour le FN au premier tour des élections présidentielles de 2012, en Mayenne, par commune



Source : Ministère de l'Intérieur - Traitement : CÉAS 53



Des « Verts Mayennais » contre le Front National

La présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002 a secoué bon nombre de personnes : en Mayenne, en France et même à l'étranger. Cependant, il n'a pas fallu attendre cette année-là pour que des citoyens s'inquiètent de la progression régulière de l'électorat lepéniste. En Mayenne, on peut remonter une quinzaine d'années en arrière.

En 1988, a lieu une élection présidentielle. Au premier tour, le candidat Antoine Waechter (Verts) obtient quelque 6 600 voix dans le département. Certains se disent qu'il est important de rebondir sur ce soutien « populaire » apporté aux préoccupations écologistes. Mais dans le même temps, Jean-Marie Le Pen recueille quelque 13 350 voix, soit deux fois plus qu'Antoine Waechter. Les mêmes se disent qu'il est en train de se passer quelque chose en Mayenne et qu'il est important de réagir rapidement.

Ils se rencontrent ; ils sont à peine une demi-douzaine au départ ; ils partagent globalement les mêmes préoccupations et ils décident de créer ensemble, en juin 1988, l'association « Les Verts Mayennais », affiliée à l'association nationale des « Verts », dont le but est « *de participer à la vie politique du département de la Mayenne et d'y agir dans les domaines de l'écologie* ».

Pour quelques-uns des militants de l'époque, le barrage au FN demeure une forte motivation. Cependant, les enjeux politiques des élections municipales de 1989, notamment à Laval, propulsent une nouvelle équipe de Verts au sein de l'association, plus lavallois que mayennais. Cela amène le départ de militants de la première heure, considérés insuffisamment « verts » avec leurs préoccupations anti-lepénistes.

L'association des « Verts Mayennais » a été officiellement dissoute dix ans plus tard, en mars 1998 : le parti politique des Verts s'appuie alors, statutairement, sur des organisations régionales.

Pour les élections présidentielles de 1974, « *la vieille opposition entre Sud et Ouest d'une part, Est et Nord de l'autre, si nette en 1965, subsiste cependant, mais atténuée : les communes rurales du Nord-Ouest et du Sud-Ouest restent plus hostiles à la gauche que celles du Nord-Est et du Sud-Est ; pourtant les pratiques culturelles ont sans doute été profondément modifiées depuis les enquêtes du début des années soixante ; mais on sait que les positions électorales survivent à ces changements et s'enracinent dans l'histoire* »⁽⁸⁾.

Georges Macé avait analysé les vingt communes où la gauche incarnée par François Mitterrand avait le plus régressé en comparaison avec les élections de 1965. Elles étaient caractérisées par un déclin démographique (moins 20 % de leur population entre 1962 et 1975) et avaient subi un très fort vieillissement. En outre, il s'agit de territoires où les agriculteurs gardaient une très nette majorité, dans l'Erve surtout où ils représentaient 61 % des actifs en 1975. Enfin, dans les communes devenues « allergiques » à François Mitterrand en 1974, les ouvriers restaient très peu nombreux. Ce sont *grosso modo* les mêmes communes qui en 2012 ont fait un triomphe à Marine Le Pen en Mayenne. La carte du vote mitterrandien en 1965 correspond donc au vote chiraquien en 1981, puis lepéniste en 2012.

Il est possible d'émettre l'hypothèse selon laquelle, à l'Est et au Nord du département, en milieu rural, l'absence de structuration économique et reli-

gieuse a peut-être favorisé une forme de mobilité électorale, passant de gauche à droite et à l'extrême droite. Georges Macé avait déjà mis en avant ces territoires pour leur retard économique, dans le secteur agricole, leur déclin démographique, la plus faible implantation du catholicisme et leur mobilité électorale. À l'Ouest du département, en revanche, le vote reste synonyme d'un attachement idéologique fort à la droite traditionnelle. En modifiant les termes politiques de cette équation électorale, on retrouve des clivages politiques qui perdurent en 2012.

Après ce contexte historique et géographique, il s'agit désormais de mettre en œuvre les modèles traditionnels de la sociologie politique qui veulent que les votes soient analysés à partir de déterminismes sociaux comme le niveau d'éducation, le genre, l'appartenance professionnelle ou l'intégration religieuse.

Des raisons multiples pour le choix FN

Le vote relève d'une grande complexité. Souvent présenté comme une pratique naturelle, autonome et rationnelle, il s'inscrit dans un contexte historique et social particulier. Il faut donc « *enquêter sur ce qu'électeurs et candidats font du rite élec-*



⁽⁸⁾ – Patrick Lehingue, *Le vote – Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, Éditions La Découverte, 2011.

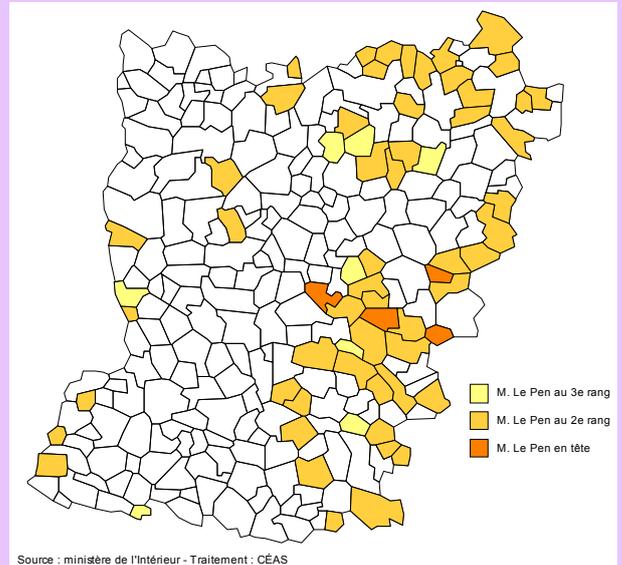


Les meilleurs scores du Front National en Mayenne au premier tour de l'élection présidentielle de 2012

En Mayenne, Marine Le Pen arrive en tête dans quatre communes (sur 261). Par contre, même si son score est inférieure à 15 % dans le département, elle recueille plus d'une voix sur cinq dans soixante-six communes (une commune sur quatre). Elle arrive à la deuxième place dans plus de cinquante. Le FN a plutôt percé dans les communes rurales. À Laval même, Marine le Pen n'arrive qu'au quatrième rang et près de 5 800 voix la séparent du candidat arrivé en tête.

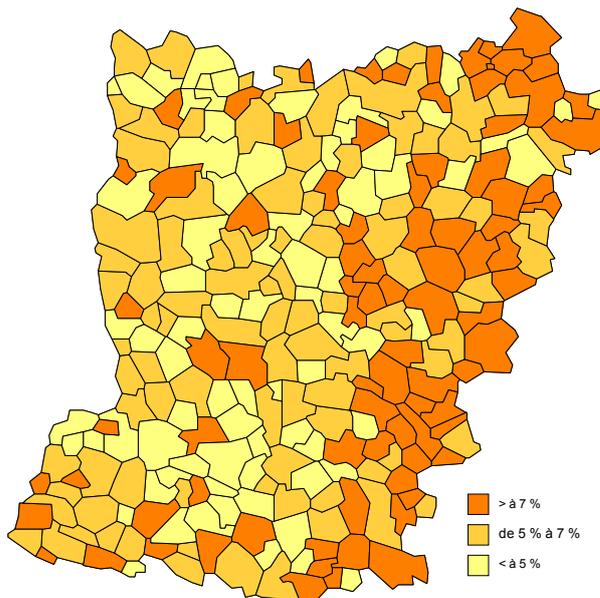
Communes où le FN a réalisé ses meilleurs scores : www.ceas53.org, rubriques « Politique », « Élections et personnalités politiques en Mayenne ».

Vote FN au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 – Taux supérieur à 20 %



toral ». Pour cela, il existe une infinité de manières de comprendre et d'interpréter le vote, selon qu'on l'appréhende du point de vue de l'offre ou de la demande électorale ou que l'on interroge : pour qui ? pourquoi ? comment vote-t-on ? Nous mettrons ici en perspective différents modèles d'analyse électorale et de sociologie politique.

Carte 4 – Taux de chômage de 15 à 64 ans, par commune, en 2009



Les différents travaux menés sur l'électorat du FN montrent qu'il existe en réalité une grande variété d'explications qui conduisent à voter FN. « *L'électorat frontiste, on le sait, est loin d'être homogène. Il rassemble toutes les couches sociales, pénètre tous les milieux et se joue des clivages politiques* »⁽⁹⁾. « *L'idéologie proclamée du parti ne constitue pas nécessairement un facteur explicatif du soutien en faveur du FN* »⁽¹⁰⁾. Les travaux de la politologue Nonna Mayer « *mettent en lumière l'extrême diversité du "vote FN". Il existe une version "simpliste FN" et sophistiquée, aisée et populaire, antipoliticienne et clientéliste, athée et religieuse* »⁽¹¹⁾. Ainsi, « *les électeurs qui ont choisi le bulletin FN le font pour des raisons très différentes, souvent peu politiques. Pour comprendre les votes, il est indispensable de bien connaître les électeurs, les significations qu'ils donnent à leur acte et les attentes qu'ils formulent implicitement* »⁽¹²⁾. Il est donc nécessaire de comprendre le vote FN en échappant « *à l'illusion essentialiste qui conduit à voir en tout individu catégorisé "lepeniste" un "raciste" ou un "fasciste" par nature. Un parcours de vie et une histoire d'une part – une histoire familiale tout particulièrement –, des circonstances de vie et un environnement d'autre part sont deux ingrédients majeurs qui expliquent pourquoi certaines personnes votent FN. Cela n'explique pas l'ensemble des votes de l'ensemble des électeurs du Front, cela permet*

⁽⁹⁾ – Charles Rojzman et Véronique Le Goaziou, *Comment ne pas devenir électeur du Front National*, Desclée de Brouwer, 1998.

⁽¹⁰⁾ – Alexandre Dézé, « Chapitre 7 - Le Front National comme « entreprise doctrinale » », in Florence Haegel, *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po (« Références »), 2007 (pp. 255-284).

⁽¹¹⁾ – Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, Flammarion, 2002.

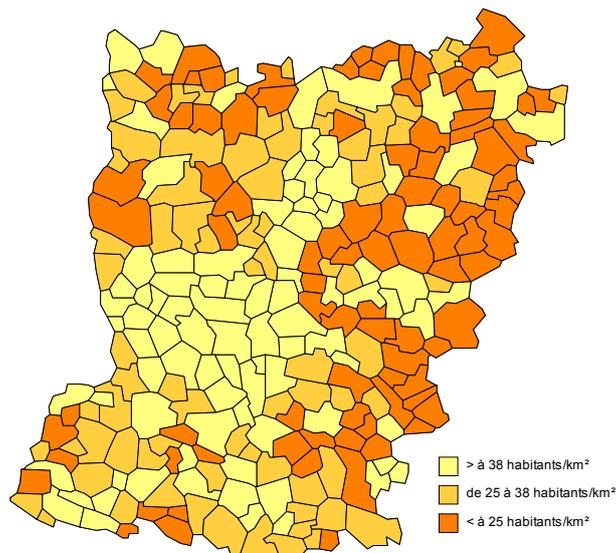
⁽¹²⁾ – Jacques Le Bohec, *Sociologie du phénomène Le Pen*, Éditions La Découverte, 2005.

d'en comprendre une partie »⁽¹³⁾. Analyser le vote FN, c'est d'abord comprendre qu'il n'y a pas un électorat du FN. La diversité des raisons qui conduisent à voter pour Le Pen est grande.

Vote FN et intégrisme catholique

Le lien historique entre le catholicisme intégriste et l'extrême droite en France est ancien. Il s'inscrit dans une tradition contre-révolutionnaire et antirépublicaine. Cette relation trouve aujourd'hui son prolongement sur Internet. « Si en nombre, les blogs et sites catholiques ne sont pas très nombreux, certains sont très influents à l'extrême droite, comme le Salon Beige, le blog de Bernard Antony, ancien cadre du FN, ou encore e-deo. (...) Le socle commun est d'être hostiles à la République, à Vatican II, d'être homophobes, opposés à l'avortement et à l'euthanasie »⁽¹⁴⁾. La résurgence des messes en latin nous rappelle la prégnance de ce catholicisme intégriste en Mayenne. Au printemps 2007, à Niaffes, un groupe de traditionalistes s'était mobilisé et avait occupé, jour et nuit, l'église pour obtenir le maintien de la messe selon le rite romain, suite au décès de son curé. L'évêque de Laval avait tranché, autorisant la messe en latin alternativement à La Roë et à La Selle-Craonnaise⁽¹⁵⁾. La Mayenne est un département avec une implantation catholique forte. La religion peut opérer comme un frein à l'extrémisme politique. À l'inverse, les catholiques intégristes partagent des valeurs avec une branche du FN.

Carte 5 – Densité de la population en 2009, par commune



Source : Insee - Traitement : CÉAS de la Mayenne

« Le monde chrétien est traversé de courants fondamentalistes radicaux, minoritaires mais bien visibles dans les défilés et les marches du FN, qui lui apportent leur soutien au nom d'une vision traditionaliste de la famille, de la morale et de la religion »⁽¹⁶⁾. En Mayenne, on peut raisonnablement émettre l'hypothèse qu'un vote FN s'enracine dans des trajectoires religieuses, traditionalistes et conservatrices.

Un vote sur fond de crise

Peut-il y avoir une corrélation entre activité économique et vote FN ? Le vote FN peut-il prendre racine sur le terrain du chômage ?



La mise en relation des cartes du vote FN en Mayenne avec celle du taux de chômage lors du recensement de 2008 semble indiquer qu'il existe bien une correspondance étroite entre vote FN et situation économique. « Le pessimisme économique, avec ses deux variantes, le sentiment de déclin et la peur de l'avenir, nourrit donc deux votes opposés, d'extrême gauche et d'extrême droite »⁽¹⁷⁾. Le vote FN s'enracine généralement dans des trajectoires sociales descendantes où les jeunes générations envisagent leur avenir avec crainte. « La sensibilité aux idées du Front National résulterait d'un sentiment de frustration relative lié au sens descendant de la trajectoire intergénérationnelle »⁽¹⁸⁾. Cela permet d'expliquer notamment la forte représentation de ce parti chez les plus jeunes électeurs. En Mayenne, le vote FN est vraisemblablement associé à une condition économique difficile en milieu plutôt rural. Une électrice de Saint-Léger-en-Charnie⁽¹⁹⁾, à la recherche d'un emploi, nous a précisé : « Je n'ai pas voté pour le FN » car le parti est « trop extrémiste. Mais certaines idées sont bonnes. Beaucoup d'étrangers prennent le travail des Français ».

Dans une conjoncture économique délicate, liée notamment au contexte de crise économique, les réponses idéologiques apportées par le FN trouvent une résonance auprès des électeurs en désignant « l'étranger » comme la source de tous les maux. Cette conjoncture économique est à replacer dans l'espace géographique mayennais.

⁽¹³⁾ – Charles Rojzman, Véronique Le Goaziou, *Comment ne pas devenir électeur du Front National*.

⁽¹⁴⁾ – « L'extrême droite de blog en blog », *Le Monde* du 5 juillet 2011.

⁽¹⁵⁾ – « Maintien de la messe en latin en Sud-Mayenne », *Ouest-France.fr* du 24 septembre 2009.

⁽¹⁶⁾ – Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, Flammarion, 2002.

⁽¹⁷⁾ – Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, Flammarion, 2002.

⁽¹⁸⁾ – Camille Peugny, « La mobilité sociale descendante et ses conséquences politiques : recomposition de l'univers de valeurs et préférence partisane », *Revue française de sociologie*, 2006/3, vol. 47 (pp. 443-478).

⁽¹⁹⁾ – Nous sommes allé à la rencontre des électeurs de Saint Léger-en-Charnie lors du premier tour des élections législatives le 10 juin 2012. Marine Le Pen avait obtenu près de 36 % des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 dans cette commune.

L'importance du clivage urbain/rural

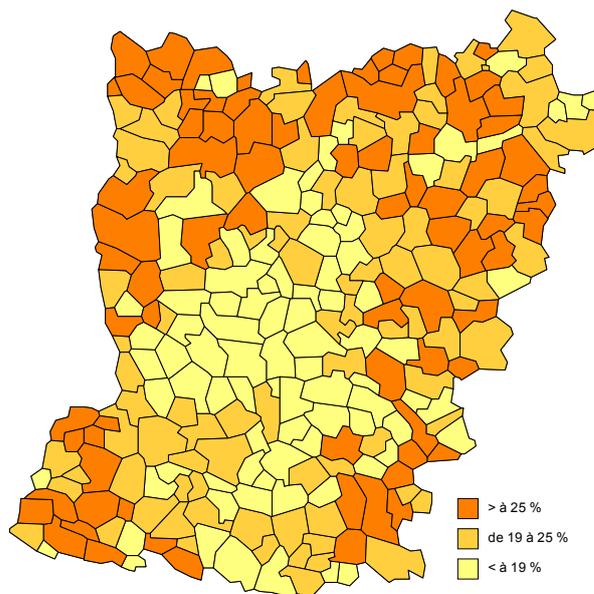
En trame de fond du vote FN se dessine une carte de la Mayenne plutôt rurale et en désertification. Ainsi, « la dimension rural/urbain n'est pas non plus étrangère à l'implantation de l'extrême droite »⁽²⁰⁾ dans les zones où elle est traditionnellement peu présente. Dès 2002, on pouvait observer cette tendance qui s'est par la suite



confirmée. « Élément qui ne sautait pas aux yeux à l'observation des cartes classiques, les pertes relatives [du Front national] sont particulièrement sensibles en milieu urbain et notamment dans les grandes métropoles »⁽²¹⁾,

constatent, dès 2007, les politologues Michel Bussi et Jérôme Fourquet. « Il en va de même pour des villes de taille plus moyenne, y compris dans des zones de faible influence du FN comme le Grand Ouest : Laval, Lorient ou Quimper. À l'inverse, dans les zones périphériques et rurales les plus éloignées des grandes agglomérations, le leader du FN est parvenu à maintenir une part plus significative de son capital électoral de 2002. (...) Cette logique à l'œuvre est cohérente avec un mouvement déjà observé en 2002 qui montrait une diffusion et une progression du vote FN dans le grand périurbain s'accompagnant d'un recul du même vote dans le cœur des grandes agglomérations (...). Cette mutation géographique

Carte 6 – Part des 15 ans ou plus sans diplôme, par commune, en 2009



Source : Insee - Traitement : CÉAS de la Mayenne

et le déplacement des zones de haute pression du vote FN suivent en fait le front de la périurbanisation qui, sous l'effet de la hausse des prix du foncier à la périphérie des grandes agglomérations, pousse toujours plus loin les foyers modestes souhaitant accéder à la propriété. Ce que l'on observe au niveau spatial renvoie donc en fait aussi à des phénomènes sociologiques. Les catégories populaires et les ouvriers sont aujourd'hui plus nombreux dans les campagnes et le périurbain lointain que dans les villes et leurs banlieues. Ces territoires éloignés des grands centres urbains sont devenus des zones de relégation subies (via l'effet du prix du foncier) ou choisies, pour reprendre l'analyse de Jacques Le Goff qui évoque les stratégies résidentielles et le souhait de " se retrouver entre soi " caractéristique des espaces pavillonnaires et des lotissements ».

À l'aune de ces analyses, on constate qu'une relation étroite s'établit entre le vote FN et le fait de vivre en milieu rural. C'est exactement ce que l'on constate en Mayenne. On considère ici que la densité de population (nombre d'habitants au kilomètre carré) est un bon indicateur de l'amplitude de l'étalement urbain. Il apparaît clairement que plus la densité de population est faible, plus le FN réalise un score important (carte 5). Autrement dit, les chances de voter pour Marine Le Pen, en Mayenne, sont très largement limitées si l'on vit à proximité des trois centres urbains mayennais : Laval, Mayenne, Château-Gontier. Vivre en ville ou à la campagne renvoie à deux conceptions différentes de l'idée que l'on se fait de la vie en société, et, *in fine*, de la politique. Cela renvoie aussi à différentes réalités comme le niveau d'études. « Le niveau scolaire moyen est nettement plus faible en milieu rural qu'en milieu urbain »⁽²²⁾. Or, le vote FN s'appuie généralement sur un plus faible niveau en termes de diplômes.

Le thème central de la ruralité

C'est une tendance électorale que l'on observe partout en France : le vote FN est fréquemment associé au monde rural. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la désertification rurale est un thème sur lequel la candidate du FN a largement fait sa campagne. Ainsi, les scores élevés du FN « s'articulent sur des malaises ruraux très profonds, comme dans l'Orne ». « Ce n'est pas un terrain lepéniste mais il y a eu des fermetures de petites entreprises. Des ouvriers et employés, qui n'ont plus les moyens de vivre en ville, s'installent dans des communes rurales », constate le politologue Pascal Perrineau⁽²³⁾. Marine Le Pen « parle des pe-

⁽²⁰⁾ – Colette Ysmal, Philippe Habert, « Chapitre 16. Les terres de mission », in Nonna Mayer et Pascal Perrineau, *Le Front National à découvert*, Presses de Sciences Po (« Références »), 1996 (pp. 322-342).

⁽²¹⁾ – Michel Bussi et Jérôme Fourquet, « Élection présidentielle 2007 – Neuf cartes pour comprendre », *Revue française de science politique*, 2007/3, vol. 57, (pp. 411-428).

⁽²²⁾ – Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, Flammarion, 2002.

⁽²³⁾ – *Le Monde* du 25 avril 2012 (page 4).

tites villes, des petits villages, les zones désindustrialisées qui se sentent délaissées. Les fermetures de services publics agissent comme un signal envoyé à ces catégories à la recherche de plus de protection »⁽²⁴⁾, observe Christophe Guilly, géographe.

Ces thèmes de désespérance rurale, de crise de l'agriculture et de territoires délaissés, on les retrouve dans le programme du FN : « Les zones rurales en particulier, victimes de la négligence des pouvoirs publics et de l'affaissement du réseau de services publics méritent une attention renforcée. La ruralité d'une manière générale doit devenir un axe fort de la politique impulsée au niveau national, en association avec l'action locale des collectivités. L'État stratège doit se doter d'une vision ambitieuse d'aménagement du territoire, de soutien à la ruralité, et se donner les moyens de la

mettre en œuvre. (...) La désindustrialisation de la France a privé bien des régions rurales d'emplois industriels dans des PME et des PMI, et vient s'ajouter à la diminution considérable du nombre d'agriculteurs. Le monde rural, sur lequel s'est construite la France pendant des siècles, s'en trouve légitimement désemparé. L'État ne joue plus son rôle de régulation et de compensation, mais au contraire ferme écoles, tribunaux d'instance, gendarmeries, hôpitaux, bureaux de poste, comme si nos espaces ruraux n'étaient plus dignes d'accueillir les services publics. La disparition progressive des petits commerces et des bureaux de La Poste constitue en particulier un traumatisme important dans le monde rural »⁽²⁵⁾.



Chémeré-le-Roi, Beaumont-Pied-de-Bœuf... Vote extrémiste et communautés intégristes

À Évron, il va falloir s'habituer, à partir de 2013 et 2014, à revoir des soutanes. Une communauté Saint-Martin, aujourd'hui près de Blois, va prendre possession de l'abbaye d'Évron. La presse locale évoque l'arrivée de « 80 prêtres et diacres et plus de 60 séminaristes »⁽¹⁾. *Le Courrier de la Mayenne*⁽²⁾ se veut rassurant : « En soutane, mais de leur temps », titre-t-il. Cette arrivée de la communauté Saint-Martin, à Évron, est-elle de nature à modifier le paysage politique local ?

Aujourd'hui, la communauté est implantée à Candé-sur-Beuvron, dans le Loir-et-Cher. Dans cette commune, au premier tour de l'élection présidentielle de 2012, Marine Le Pen est arrivée en troisième position avec 23,4 % des bulletins exprimés, derrière François Hollande (26,2 %) et Nicolas Sarkozy (24,6 %). Au niveau national, Marine Le Pen arrive également en troisième position, mais avec « seulement » 17,9 % des bulletins exprimés.

Mais il est difficile d'établir un lien certain entre la présence d'une communauté religieuse, qu'elle que soit son niveau d'intégrisme, et le vote d'extrême droite. On peut simplement établir le constat que dans les communes où est implantée une telle communauté religieuse, le vote pour le FN atteint un niveau relativement élevé. Voici une illustration locale concernant le premier tour de l'élection présidentielle 2012 (rappel : Marine Le Pen a obtenu 14,8 % des bulletins exprimés en Mayenne).

Chémeré-le-Roi : présence de la Fraternité Saint-Vincent-Ferrier, qui se définit elle-même comme une « communauté religieuse d'inspiration dominicaine qui puise ses forces dans l'observance régulière et la liturgie traditionnelle ». Marine Le Pen y arrive en deuxième place avec 25,6 % des bulletins exprimés.

Beaumont-Pied-de-Bœuf : implantation de la Fraternité Saint-Pie X qui n'est pas reconnue officiellement par le Vatican. Le score du FN est de 24,4 % (au deuxième rang).

Bazougers : sur le site de la Cotellerie, installation de la Communauté des Petits Frères de Marie, plus intégrée dans l'Église catholique. Marine Le Pen réalise néanmoins un score de 21,6 % à Bazougers (également au deuxième rang).

La corrélation est plus facile à établir pour les deux premières communes car, en Mayenne, beaucoup d'autres communes ont placé Marine Le Pen au deuxième rang avec un score supérieur à 20 %...

⁽¹⁾ – *Ouest-France* du 24 octobre 2012.

⁽²⁾ – Édition du 25 octobre 2012.

⁽²⁴⁾ – *Le Monde* du 25 avril 2012 (page 4).

⁽²⁵⁾ – www.frontnational.com/le-projet-de-marine-le-pen/avenir-de-la-nation/amenagement-du-territoire (consulté le 7 juin 2012).

Ce programme fait parfaitement écho aux attentes des habitants des zones rurales. Le discours du FN séduit les habitants des territoires où l'abandon par les politiques et les pouvoirs publics s'accroît, où les services publics tendent à se réduire, où le chômage monte et où le dynamisme est plus faible. Toutefois, gare aux généralités, comme le souligne le sociologue Gérard Mauger, « l'épithète



" rural " dissimule (...) des réalités sociales très diverses : si certains villages regroupent des agriculteurs, viticulteurs, éleveurs, etc., d'autres sont de " nouveaux villages " qui regroupent en fait des " ouvriers pavillonnaires " susceptibles d'ailleurs de cohabiter avec des " petites cités " associées à des PME sous-traitantes. Autant de populations différentes, autant de configurations sociales dis-

tingentes, autant de raisons différentes de voter FN »⁽²⁶⁾ Le concept de ruralité recoupe des réalités bien diverses.

La grille d'analyse que proposait Hervé Le Bras, dès 1986, sur le lien entre immigration et vote FN ne semble pas opérante en Mayenne pour comprendre les scores élevés de Marine Le Pen. Le vote FN en Mayenne n'est probablement pas l'expression d'une profonde xénophobie. La Mayenne et l'Ouest ont les taux de présence de populations étrangères parmi les plus faibles de France. Disons avec Pascal Perrineau que « dans les terres éloignées des bruits et des fureurs urbaines et qui s'égrènent des monts d'Arrée aux Cévennes

en passant par le Maine, le Poitou, le Limousin, l'Auvergne, le Quercy et le Rouergue, la démonologie du FN, construite autour des figures de l'immigré et du délinquant, ne rencontre qu'un écho assourdi »⁽²⁷⁾. On peut donc écarter l'idée selon laquelle le vote FN en Mayenne serait la conséquence directe de l'immigration.

Un ensemble de facteurs permet de faire une ébauche de la carte du vote FN en Mayenne. L'implantation géographique ancienne des structures agricoles et religieuses pèse encore. Aujourd'hui, les hiérarchies entre territoires perdurent à travers les taux de chômage ou les niveaux de diplômés qui s'inscrivent dans des dynamiques spatiales. Le clivage entre espaces urbains et territoires ruraux recoupe assez bien cette configuration. Il était nécessaire de contextualiser cet ensemble d'éléments pour comprendre les actuels mécanismes électoraux et plus précisément ceux du FN.

Ces caractéristiques du vote FN ne peuvent à elles seules expliquer la complexité d'un comportement électoral. De fait, les orientations politiques s'appuient toujours sur un éventail social large, produit de l'histoire individuelle, familiale et collective. Il reste difficile de dégager un profil type de l'électeur frontiste en Mayenne et « le vote garde sa part d'indétermination et de liberté »⁽²⁸⁾. Néanmoins, il est possible de faire émerger certaines grandes tendances électorales. La chaîne explicative que nous avons tenté de reproduire ici n'est pas complète, mais elle détermine toutefois « des probabilités très différentes de mettre dans l'urne un bulletin aux couleurs du FN »⁽²⁹⁾.



En Mayenne, le FN perd plus de la moitié de son électorat entre la présidentielle et les législatives

À Laval, Marine Le Pen recueille près de 2 800 voix au premier tour de l'élection présidentielle de 2012. Quelques semaines plus tard, la candidate du FN aux législatives en obtient moins d'un millier, soit un score divisé par 2,8 !

De même, dans les quatre communes mayennaises où Marine Le Pen est arrivée en tête au premier tour de la présidentielle, le FN voit son score divisé par 2 (Blandouet), voire 2,5 comme à Assé-le-Bérenger ou Saint-Léger-en-Charnie.

Si le FN arrive au pouvoir un jour en France, est-il possible que ce soit plutôt par l'élection présidentielle ?

⁽²⁶⁾ – <http://www.lyoncapitale.fr/Journal/univers/Politique/Les-grands-entretiens-de-la-presidentielle-2012/Gerard-Mauger-il-y-a-non-pas-un-mais-des-electorats-FN> (consulté le 13 juin 2012).

⁽²⁷⁾ – Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, Flammarion, 2002.

⁽²⁸⁾ – Pascal Perrineau, *Le symptôme Le Pen : Radiographie des électeurs du Front National*, Fayard, 1997.

⁽²⁹⁾ – Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen.*, Flammarion, 2002.

Abstentionnisme

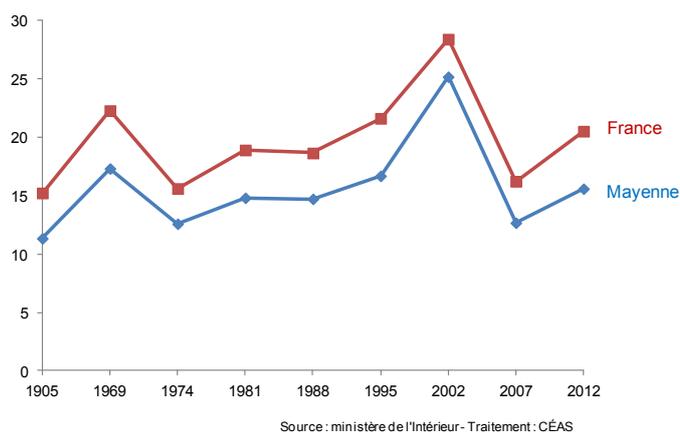
L'abstention : paresse citoyenne... ou « forme alternative de participation politique »

L'abstention est un comportement électoral mal compris dans les démocraties modernes. On la présente toujours comme un choix « inconscient ». À l'inverse, on n'interroge jamais les logiques qui conduisent à voter, en considérant, de fait, le vote comme l'attitude la plus « normale ». Si l'acception de l'abstentionnisme est très largement négative, on peut aussi l'analyser comme une forme alternative de participation politique. Dès lors, comment interpréter les dynamiques abstentionnistes en Mayenne ?

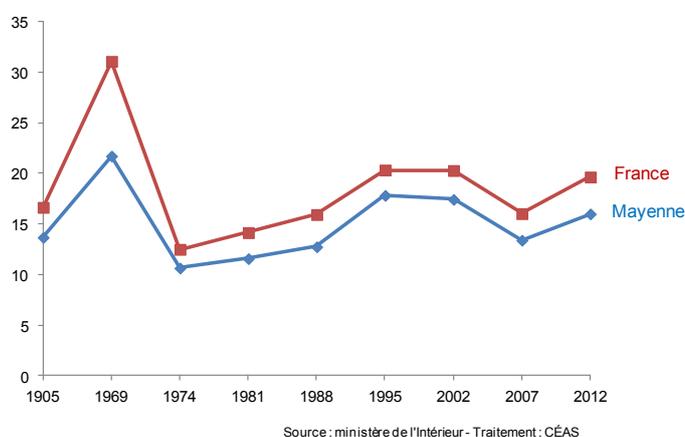
On n'observe pas de tendance abstentionniste particulière en Mayenne, en comparaison avec l'ensemble de la France lors des élections présidentielles. Les dynamiques abstentionnistes, dans le département, reproduisent précisément les tendances nationales. Qu'elle soit forte ou faible, la

participation à un scrutin national dans le département suit la courbe française. Toutefois, les électeurs mayennais participent davantage au jeu électoral. Ils semblent ainsi mieux intégrés à la lutte politique et aux mécanismes de la démocratie représentative. En effet, l'abstention est toujours inférieure de trois à cinq points en Mayenne par rapport au niveau national. Enfin, le contexte électoral fait la participation. Autrement dit, une forte abstention au premier tour se traduit toujours par une forte abstention au second tour. Ce fut le cas en 1969 ou 2002. Inversement, lorsqu'on observe une plus faible abstention au premier tour, il en va de même au second tour, en 1974 et en 2007 par exemple. On peut en conclure que la campagne et le contexte de politisation au moment du scrutin ont une influence significative sur la mobilisation électorale.

Graphique 1 – L'abstention au premier tour des élections présidentielles (Mayenne et France)



Graphique 2 – L'abstention au second tour des élections présidentielles (Mayenne et France)



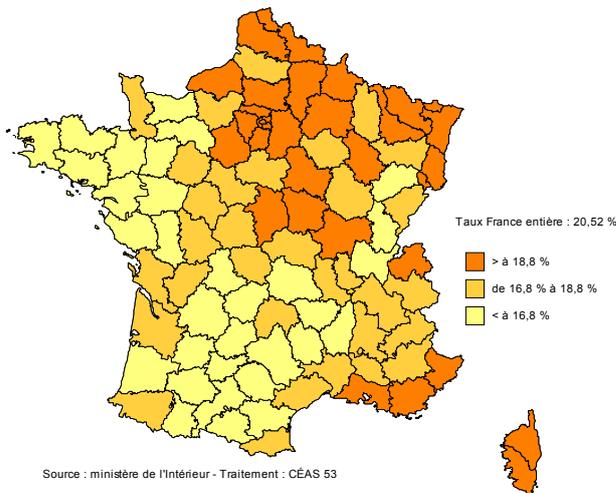
La sociologue Anne Muxel signale qu'en 2007, « la mobilisation électorale concerne des terres de culture politique différente. Elle est sensible aussi bien dans des régions telles que le Sud-Ouest et l'Aquitaine, marquées par une allégeance traditionnelle à la gauche, que dans les régions de l'Ouest intérieur plus ancrées à droite »⁽¹⁾.

Le front de l'abstention semble avancer depuis le Nord-Est et en se dissipant progressivement vers le Sud-Ouest. La carte 1 rappelle étrangement celle du vote FN. Emmanuel Todd avait déjà établi un lien entre abstention et vote FN : « La géographie de l'abstention, dans la France des années 80, révèle l'existence de formes stables évoquant, comme le vote Front National, une situation d'anomie idéologique dans certaines régions. En mai 1984, la carte des régions d'abstentionnisme fort recoupe assez largement celle du Front National »⁽²⁾. Il relève que « dans l'Ouest (...), entre le Calvados et la Gironde, le taux d'abstention est beaucoup plus fort, relativement, que ne le laissait prévoir son association générale avec le vote pour

(1) – Anne Muxel, « La mobilisation électorale – L'envers de 2002 et un sursaut généralisé », *Revue française de science politique*, 2007/3, vol. 57 (pp. 315-328).

(2) – Emmanuel Todd, *La Nouvelle France*, Éditions Seuil, 1988.

Carte 1 – L’abstention au second tour de l’élection présidentielle de 2012 (par département)



le Front National. (...) Dans l'Ouest, la force de l'abstentionnisme représente le flottement idéologique d'une région où une partie de l'électorat vient de passer de droite à gauche, entre 1967 et 1981, et où l'absence complète d'immigrés rend une radicalisation de type Front National plutôt difficile »⁽³⁾.

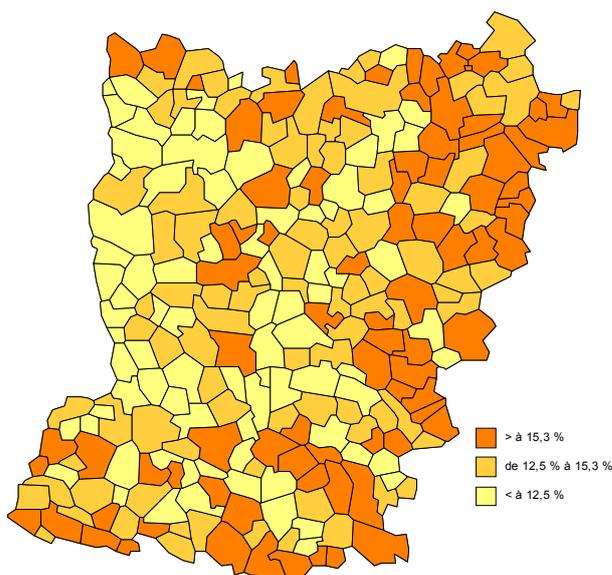
Aujourd'hui, force est de constater que les mécanismes d'intégration politique sont plus forts à l'Ouest. Par conséquent, la participation électorale y est plus élevée. Cela explique aussi, en partie, les plus faibles résultats de l'extrême droite. Si l'abstention reproduit la carte du FN à l'échelle

nationale, est-ce le cas au niveau local ? Est-il possible de soumettre l'abstentionnisme à l'analyse rural/urbain ? Selon le politologue Jérôme Jaffré, « systématiquement, l'abstention est plus élevée dans la France urbaine que dans la France rurale »⁽⁴⁾. « Le phénomène traduit un degré d'intégration territoriale, qui accroît les pratiques du vote dans les territoires les moins peuplés et les freine dans les zones de forte urbanisation. » Est-ce vrai en Mayenne ? Si tel est le cas, on serait alors en mesure d'affirmer que la carte de l'abstention serait le reflet contraire de la carte FN dans le département. Il est nécessaire de procéder à une analyse plus fine par la cartographie au niveau communal. Nous présentons ci-dessous deux cartes de l'abstention à l'élection présidentielle en 1981, puis en 2012.

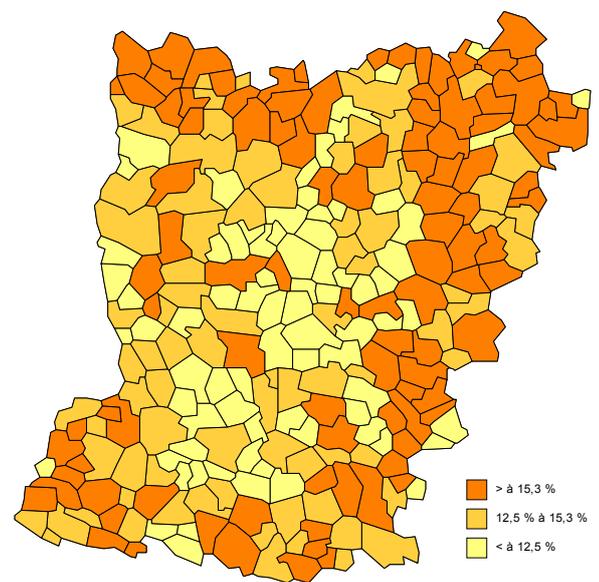
Nous avons tenté de vérifier, au moyen de cartes, l'hypothèse de la proximité : l'abstention est-elle moins forte lors d'élections cantonales où le candidat est « un proche ». Il faut souligner tout d'abord le peu d'intérêt qu'avaient suscité les dernières élections cantonales. En Mayenne, au deuxième tour, l'abstention s'élevait à 54,03 %.

On le vérifie assez nettement sur les cantonales de 2008 puis celles de 2011 : l'abstention est plus forte en milieu urbain et la participation plus élevée en milieu rural. On peut en conclure que dans ce type d'élections une plus grande proximité entre candidats et électeurs, comme elle semble exister dans les plus petits cantons, favorise la participation électorale. « Le clivage rural/urbain est beaucoup plus accentué aux élections cantonales

Carte 2 – L’abstention au premier tour de l’élection présidentielle de 1981, en Mayenne, par commune



Carte 3 – L’abstention au premier tour de l’élection présidentielle de 2012, en Mayenne, par commune



⁽³⁾ – Emmanuel Todd, *La Nouvelle France*, Éditions Seuil, 1988.

⁽⁴⁾ – Jérôme Jaffré, « Chapitre 5. Quand l'abstention fait l'élection », in Pascal Perrineau et Dominique Reynié, *Le vote incertain*, Presses de Sciences Po (« Chroniques électorales »), 1999 (pp. 111-123).

où il atteint son apogée. Ces résultats invitent à distinguer les cantons des zones rurales et semi-rurales (jusqu'à 20 000 habitants) qui continuent de correspondre à une réalité sociologique vécue, où le conseiller général est connu et les cantons des zones urbaines (à partir de 20 000 habitants) aux délimitations inconnues des électeurs, avec un conseiller général ignoré d'eux et où l'élection ne sert, pour ceux qui se déplacent, qu'à exprimer leur sensibilité politique »⁽⁵⁾.

Avec l'abstention, les données sont un peu brouillées. « L'ampleur et la généralité du phénomène soulèvent une question, d'autant plus que les facteurs censés faire reculer l'abstention, tels que l'augmentation du niveau d'instruction ou encore la montée des classes moyennes, se diffusent dans l'ensemble des démocraties occidentales. Les écarts de participation entre diplômés et non-diplômés tendraient à se réduire. Cette évolution remet en partie en cause les modèles sociologiques classiques d'interprétation de l'abstention, au sein desquels les rôles joués par le diplôme, le statut socio-économique et les conditions d'insertion sociale des individus étaient déterminants »⁽⁶⁾.

Enfin, les études menées sur l'abstention dégageant une double dimension de l'abstentionnisme. « Ainsi peut-on distinguer ceux qui, en se mettant hors de la décision électorale, sont aussi "hors jeu" politiquement de ceux qui, bien que ne participant pas à l'élection, inscrivent leur décision "dans le jeu" politique. Les premiers se comptent en plus grand nombre dans les couches populaires, disposant d'un faible niveau d'instruction, parmi des catégories en difficulté d'insertion sociale, ainsi que dans les populations urbaines. Les seconds sont plutôt jeunes, diplômés et mieux insérés socialement »⁽⁷⁾.



Le choix de la Belgique : « Le vote est obligatoire et secret »

En 1893, la Belgique a été le premier État à instaurer l'obligation de vote. Seuls quelques cantons suisses l'ont précédée dans cette voie. Pour la Belgique, il s'agit alors de lutter contre l'absentéisme. Après plusieurs propositions de loi qui n'ont pas abouti, elle a utilisé la première révision de la Constitution, en 1893, pour rendre le vote obligatoire et, par la même occasion, introduire le suffrage universel masculin. « *Le vote est obligatoire et secret* », dispose l'article 62 de la Constitution belge.

Certains cherchent ainsi à recueillir les voix de partisans peu enclins à se déplacer pour voter. Pour d'autres, les motivations sont plus philosophiques : le vote est à la fois un droit et aussi un devoir. Enfin, certains candidats pensent ainsi réduire leurs dépenses électorales : si le vote devient obligatoire, il n'est plus nécessaire de payer les frais de déplacement à certains électeurs, voire de leur offrir un repas le jour de l'élection !

La Belgique fait figure de précurseur. En 1917, les Pays-Bas instituent l'obligation légale de se présenter au bureau de vote (abrogation de cette obligation en 1970).

D'autres États européens (Espagne, Hongrie, Tchécoslovaquie) ont connu successivement une période d'obligation de vote suivie de son abrogation. Le Luxembourg, l'Australie, la Grèce instituent le vote obligatoire respectivement en 1919, en 1924 et en 1926. L'Italie et le Portugal ont préféré insister sur le caractère moral de l'obligation de vote.

⁽⁵⁾ – Ibidem.

⁽⁶⁾ – Anne Muxel, « L'abstention : déficit démocratique ou vitalité politique ? », *Pouvoirs*, 2007/1, n° 120.

⁽⁷⁾ – Ibidem.

Démocratie participative

De l'intérêt individuel à des approches plus collectives Les Assemblées de quartier en fleuron lavallois

À Laval, les Assemblées de quartier sont présentées comme l'un des fleurons locaux de la démocratie participative. Jean-François Germerie, conseiller municipal délégué au maire, en charge de la démocratie locale, nous présente ce dispositif.



La démocratie participative s'est imposée sur le devant de la scène politique et locale en France. Par exemple, depuis 2002 et la loi Vaillant, les communes de plus de 80 000 habitants doivent se doter de Conseils de quartier. Comment se traduit concrètement la démocratie participative à Laval ?



Jean-François Germerie

La mise en place des Assemblées de quartier provient d'une décision municipale collective qui s'inscrit dans le projet de la campagne électorale municipale de 2008. L'objectif était de rapprocher les citoyens de l'action municipale. Être proche et réactif de manière à fournir une vraie qualité de services. La division de la ville de Laval en sept quartiers a été le cadre d'organisation choisi. Les Assemblées de quartier se réunissent deux fois par an.

Lors de la première réunion se déterminent les choix de projets pour le quartier. À l'automne, la seconde réunion permet la validation du choix par un vote à main levée. Il permet ainsi la présentation des réalisations municipales. Dans ces Assemblées, on présente l'action municipale, on débat, on fait des propositions. Il y a deux élus référents par quartier. Les élus municipaux coorganisent ainsi la réunion avec le maire. Ces Assemblées disposent d'un pouvoir purement budgétaire avec une enveloppe de 15 000 euros par an et par quartier. Cela représente une somme de 105 000 euros pour toute la ville. Il n'y avait pas d'obligation légale mais cela s'inscrit dans la logique de la loi Vaillant sur les Conseils de quartier de 2002. On dispose donc d'une liberté d'organisation, le standard étant défini par le maire au niveau de la ville.

En parallèle, il y a aussi d'autres dispositifs. Le Conseil des jeunes citoyens, par exemple, auquel participent 80 % des écoles ainsi que les centres de loisirs. Les maisons de quartier ont réalisé un véritable travail de fond pour trouver des représentants. Avant, c'était surtout des écoles privées. Aujourd'hui, on a moins de formalisme. Et puis, il y a le Conseil des sages qui est consulté sur des grands projets comme le réaménagement du square de Boston par exemple. S'appuyant sur le projet municipal, le Conseil donne son avis et on fait des ajustements.



Comment les Lavallois sont-ils informés de l'organisation des Assemblées de quartier ?

Nous utilisons différents moyens de communication : le journal de la ville, les affichages locaux, des flyers qui sont distribués dans les associations ou dans les boîtes aux lettres privées, dans les maisons de quartier. Les comptes rendus et les dates des réunions sont envoyés aux adresses électroniques des personnes présentes. La presse locale informe aussi. Après déjà sept Assemblées qui ont été tenues par quartier, les gens savent quand il y a une réunion.



« Recréer du lien social », « ouvrir des espaces de rencontres et d'échanges », « remobiliser les habitants », « rapprocher les citoyens », sont des objectifs souvent affichés par les tenants de la démocratie participative.

Y avait-il un tel objectif à Laval ?

Nous voulions rendre la ville aux citoyens afin qu'ils participent à la vie de leur quartier. On a cherché à rapprocher les citoyens de micro-quartier en quartier, en déplaçant le lieu de réunion entre chaque Assemblée. On est passé d'une époque de plaintes à une époque de proposition de projets. Aujourd'hui, les « râleurs » n'ont plus le monopole de la parole. Trouver des compromis acceptables, pour nous, c'est du « pain béni ». On règle les conflits locaux en répondant aux demandes des habitants.



Le découpage territorial a-t-il été pensé en fonction de cette dimension sociale ? Y a-t-il eu une volonté d'associer des quartiers plutôt populaires avec des parties de la ville davantage appropriées par les classes moyennes ?

Le découpage du plan de la ville a été réalisé à partir des îlots IRIS (îlots regroupés suivant des indicateurs socio-démographiques). Il s'est fait sur des critères d'ordre purement démographique. On retrouve ainsi de petits espaces avec une forte densité de population, comme le centre-ville, et à l'inverse des quartiers qui ont une superficie grande comme Saint-Nicolas-Thévalles-Pavement-Saint-Pierre-le-Potier. Donc la surface n'a pas eu d'influence. Il a fallu toutefois faire attention à ne pas briser les « identités » de quartier. Par exemple, il n'était pas question de séparer le quartier de la Gare pourtant divisé par la voie de chemin de

fer. Enfin, la dimension sociale n'a eu aucune influence. On n'a pas voulu rapprocher les habitants de ce point de vue-là.

 **Qui participe à ces réunions ? Peut-on dresser le portrait robot des personnes qui viennent aux Assemblées de quartier ? A-t-on une idée du taux de participation ?**

En général, il s'agit d'un homme, qui a entre 45 et 55 ans, de type européen, salarié ou retraité, de toutes classes. Il y a peu de jeunes. Entre 50 et 110 personnes participent à ces Assemblées. On remarque une différence notable entre les Assemblées du printemps où il y a moins de monde et celles d'octobre-novembre où vient un plus grand nombre de personnes pour le vote et la prise de décision.

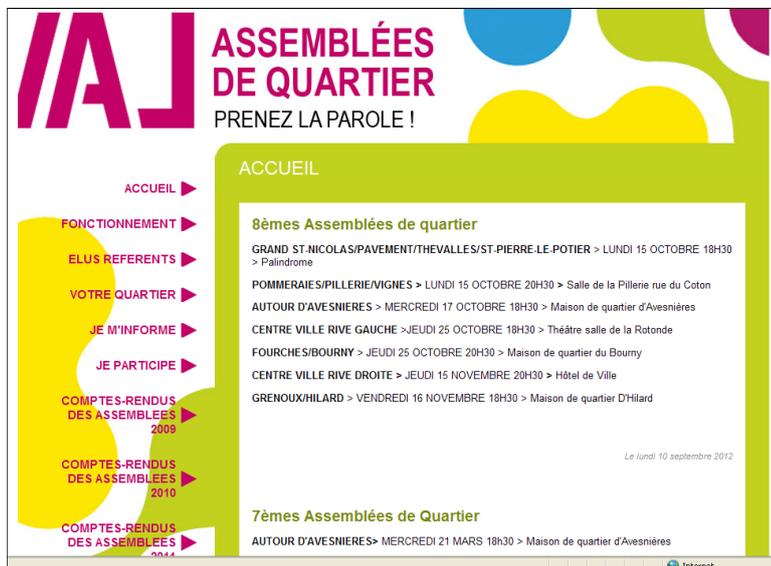
 **La démocratie participative apparaît généralement comme un moyen de répondre aux problèmes de la diversité sociale, notamment au sein des instances politiques. Comment fait-on pour créer de la mixité sociale ?**

On a cherché par exemple à susciter l'intérêt des plus jeunes sur des sujets précis auxquels ils s'intéressent. On a ainsi pu voir des projets de jeunes très bien ficelés pour la construction de « city stade », par exemple. Cela a permis à certains groupes de venir alors qu'ils ne viendraient pas autrement. Le travail avec les maisons de quartier est important aussi pour attirer les habitants qui ne viennent pas naturellement. Les maisons de quartier sont aussi nos oreilles sur le terrain qui nous disent quand il y a quelque chose à faire. Nous allons à la rencontre des citoyens qui ont des projets avec l'appui des maisons de quartier. Deux ou

La démocratie participative : de nombreuses lectures possibles

On peut définir la démocratie participative comme « l'articulation des formes classiques du gouvernement représentatif avec des procédures de démocratie directe ou semi-directe »⁽¹⁾. Cette forme d'exercice du pouvoir puise ses origines dans les mouvements sociaux des années soixante. Ils réclamaient alors une plus grande implication des citoyens dans l'espace public au côté de l'État. La démocratie participative est aujourd'hui présentée comme une réponse potentielle à la crise de la démocratie représentative, marquée par la progression de l'abstention. Les défenseurs de la démocratie participative considèrent qu'une décision doit être prise dans le cadre d'une délibération citoyenne qui permettrait de tendre vers le bien commun et de favoriser l'essor d'une citoyenneté accomplie. Pourtant, les dispositifs de participation émergent bien souvent des instances politiques déjà au pouvoir. Quels sont les enjeux « réels » qu'implique une plus large participation politique citoyenne ? La redéfinition de l'action publique, l'émergence de nouvelles formes de lien social ou la transformation de fond de la démocratie sont autant de problématiques que concentre la démocratie locale.

(1) – Maurice Blanc, « Compte rendu thématique – Participation et démocratie », *Espaces et sociétés*, 2006/1, n° 123 (pp. 167-180).



ASSEMBLÉES DE QUARTIER
PRENEZ LA PAROLE !

ACCUEIL

8èmes Assemblées de quartier

- GRAND ST-NICOLAS/PAVEMENT/THEVALLES/ST-PIERRE LE-POTIER > LUNDI 15 OCTOBRE 18H30 > Palindrome
- POMMERAIES/PILLERIE/VIGNES > LUNDI 15 OCTOBRE 20H30 > Salle de la Pillerie rue du Coton
- AUTOUR D'AVESNIÈRES > MERCREDI 17 OCTOBRE 18H30 > Maison de quartier d'Avesnières
- CENTRE VILLE RIVE GAUCHE > JEUDI 25 OCTOBRE 18H30 > Théâtre salle de la Rotonde
- FOURCHES/BOURNY > JEUDI 25 OCTOBRE 20H30 > Maison de quartier du Bourny
- CENTRE VILLE RIVE DROITE > JEUDI 15 NOVEMBRE 20H30 > Hôtel de Ville
- GRENOUX/HILARD > VENDREDI 16 NOVEMBRE 18H30 > Maison de quartier D'Hilard

7èmes Assemblées de Quartier

- AUTOUR D'AVESNIÈRES > MERCREDI 21 MARS 18h30 > Maison de quartier d'Avesnières

Le lundi 10 septembre 2012

Internet

<http://quartiers.laval.fr/index.php?rubrique=1>

trois semaines avant la réunion, on fait une visite de quartier avec le maire.

 **Si la prise de décision s'effectue par vote, est-ce qu'on n'exclut pas une grande partie des citoyens qui ne viennent pas ? Ce dispositif de démocratie locale ne s'applique-t-il pas aux citoyens seulement présents ?**

Il n'existe pas de méthode qui permette à chacun de donner son avis mis à part le référendum, mais est-ce souhaitable ? C'est ouvert à tout le monde, mais si trop de monde venait, nous serions confrontés à un problème technique. Il avait été pensé de mettre en place des représentants de rue pour faire face à une présence trop importante. C'est le choix qui a été fait à Toulouse, où l'on se réunit d'abord en micro-quartier où on choisit des représentants, qui participent ensuite à des assemblées de quartier. Il a parfois fallu faire face au « lobby des joueurs de pétanque ». Il est intéressant de voir comment les habitants en groupe se mobilisent pour défendre leurs projets.

 **Est-ce qu'il n'y avait pas derrière la démocratie locale l'objectif d'améliorer les politiques publiques et l'action municipale en faisant participer les usagers, les habitants à la prise de décision ? Y a-t-il des agents municipaux, des experts présents aux réunions, pour les enjeux techniques ?**

Les citoyens ont une vision très terre-à-terre. Personne ne connaît leur quartier mieux qu'eux. Cette méthodologie de prise en compte des usagers demande plus de temps mais présente l'avantage d'être partagée. Parfois, les habitants pensent trop à court terme. Ainsi, lors des Assemblées, adjoints et directeurs de service sont présents pour expliquer ce vers quoi on va. Cela permet aussi aux

élus d'être en direct avec la réalité des choses. Il y a une concertation.



Les enjeux abordés lors de ces réunions ne sont-ils pas trop superficiels et dans des logiques trop individualistes ? Assiste-t-on à des débats politiques ? Est-ce un outil pour prévenir ou organiser un conflit ?

On a été confronté au début à ces problèmes de « crottes de chien » et de « trottoirs » qui relèvent de questions personnelles. Mais on a pu noter l'évolution au fil des réunions. On est passé de l'intérêt individuel à des sujets plus importants qui relèvent davantage de l'intérêt collectif. C'est grâce notamment à *Laval Direct Proximité* (LDP), un numéro vert, qui a été mis en place pour répondre aux ennuis des citoyens. On répond aux problèmes personnels avec cet outil, ce qui permet de traiter de sujets plus globaux lors des Assemblées. Et on passe à un niveau municipal sur certains sujets, avec des espaces de jeux pour les enfants dans tous les quartiers de la ville, par exemple.

Mais cela n'a rien d'électoral. Les élus sont connus. Cela facilite le contact. L'objectif est de partager avec les citoyens. Il n'y a donc pas de politisation des débats. L'opposition n'est pas présente en tant que telle et les citoyens considèrent souvent qu'ils ne sont pas là pour « faire de la politique ». On n'a d'ailleurs pas intérêt à ce que ce soit politisé. Ce ne sont que de petits projets. Notre objectif est que le système se perpétue sous

la prochaine municipalité quelle que soit la couleur politique.



Au final, les élus ne restent-ils pas les maîtres du jeu ? Est-ce que, pour le maire, il ne s'agit pas d'une vitrine où il vient exposer son travail en jouant la carte de la proximité ?

Il n'y a pas que le maire mais toute l'équipe municipale. Nous sommes des élus de terrain. Tous, nous apprécions le contact et sommes très impliqués. Ce n'est pas une vitrine pour le maire qui aime vraiment le contact avec les citoyens. Il s'agit aussi d'une démarche explicative auprès des citoyens, tout en restant maître de la décision. Finalement, ce sont les élus qui tranchent sur les gros dossiers.



Quel bilan peut-on faire de ces Assemblées de quartier par rapport aux objectifs fixés ? Une évaluation sera-t-elle réalisée ?

Le bilan est très positif. Le lien entre élus et habitants est fort et c'est rassurant pour les deux. Sur une ville qui vote à 60 % pour le candidat socialiste à la dernière présidentielle, on voit qu'un boulot de fond a été réalisé. C'est une partie de la récompense des travaux quotidiens. On a pu valoriser l'action municipale. Les citoyens ont montré un besoin de débattre même s'ils ne partagent pas tout. Un bilan sera fait l'année prochaine, quartier par quartier, entre projets arrivés à terme et ceux qui n'ont pas été réalisés.

Point de vue

Les limites d'une nouvelle forme de politique

À travers les Assemblées de quartier de Laval, on mesure les efforts qui ont été effectués pour créer de la proximité entre élus et citoyens. L'équipe municipale a semblé à l'écoute des habitants. Ces derniers ont été de plus en plus impliqués dans la vie de leur quartier. La prise de décision finale émerge d'un processus de concertation entre élus, experts et citoyens. Une nouvelle forme d'action publique s'est dessinée. Les réalisations sont donc à la hauteur de l'ambition affichée : « *Nous mettrons enfin le dialogue et le respect à la base de nouvelles relations entre les élus et les habitants, pour une vraie démocratie locale* »⁽¹⁾... Mais ne manque-t-on pas justement d'ambition ? Que fait-on des grands objectifs que l'on s'était fixés avec la « *volonté de renouveler les pratiques politiques, de répondre à une demande sociale de participation (dont il est permis de douter) mais surtout de répondre à la "crise du politique"* »⁽²⁾.

Les taux d'abstention toujours plus élevés lors des élections laissent à penser que l'on assiste à une crise de la démocratie représentative. Aux Assemblées de quartier, les taux de participation avoisinent les 2 % (100 personnes pour 5 000 habitants). Ces réunions suscitent un intérêt bien pauvre chez les Lavallois. Parlant de représentativité, force est de constater que ces « simulacres de démocratie » reproduisent les logiques de domination politique traditionnelles (âge, sexe, diplôme...) et ouvrent assez peu le champ de la politique à de nouveaux publics.

Au demeurant, ces Assemblées de quartier constituent une véritable tribune politique où la municipalité peut venir présenter son travail et son bilan. Quant à l'enveloppe budgétaire, force est de constater qu'elle n'offre pas un véritable pouvoir aux citoyens. Au fond, la démocratie participative ne contribue-t-elle pas parfois au renforcement du pouvoir des élus ?

Guillaume Letourneur

⁽¹⁾ – Programme de la Gauche unie pour les élections municipales de 2008, « *Projet 2008-2014 Pour notre ville* ».

⁽²⁾ – Rémi Lefebvre, « La démocratie participative selon Ségolène Royal », *Ceras – revue Projet* n°296, janvier 2007.